



PROCEDURE ADAPTEE

REGLEMENT DE CONSULTATION

« RENOVATION DE LA CCI ESSONNE »

CCIE-24-011 A 24-019

SOMMAIRE

ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	5
1.1. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ACHETEUR PUBLIC.....	5
1.2. ADRESSE AUPRES DE LAQUELLE DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES PEUVENT ETRE OBTENUES.....	5
1.3. ADRESSE A LAQUELLE LES PLIS DOIVENT ETRE ENVOYES.....	5
1.4. TYPE D'ACHETEUR PUBLIC.....	5
ARTICLE 2. PROCEDURE DE PASSATION.....	5
ARTICLE 3. OBJET ET FORME DU MARCHE.....	5
3.1. OBJET DU MARCHE.....	5
3.2. FORME DU MARCHE.....	6
ARTICLE 4. MODALITES DE LA CONSULTATION.....	6
4.1. DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION.....	6
4.2. TRAVAUX SIMILAIRES.....	6
4.3. NOMENCLATURE.....	7
4.4. VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES A L'INITIATIVE DES CANDIDATS.....	7
4.5. VISITE SUR SITE.....	7
ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION.....	8
5.1. DUREE DU MARCHE.....	8
5.2. DELAIS D'EXECUTION.....	8
5.3. CALENDRIER PREVISIONNEL ET DETAILLE D'EXECUTION.....	9
5.4. PROLONGATION DES DELAIS.....	9
ARTICLE 6. ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX.....	10
ARTICLE 7. MODALITES DE REPONSE.....	10
7.1. GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	10
7.2. SOUS-TRAITANCE.....	10
ARTICLE 8. AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	11
8.1. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	11
8.2. MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE.....	11
8.3. CONDITION DE REMISE DES PLIS.....	11
8.4. CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	12
8.4.1. Documents constitutifs de la candidature.....	12
8.4.2. Documents constitutifs de l'offre.....	14
8.5. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF.....	16
8.5.1. Date limite de réception des offres.....	16
8.5.2. Langue utilisée.....	16
8.5.3. Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre.....	16
ARTICLE 9. PROCEDURE.....	16
9.1. CRITERES D'ATTRIBUTION.....	16
9.1.1. Critères de jugement des candidatures.....	16
9.1.2. Critères de jugement des offres.....	17

9.1.3. Méthode de jugement des propositions retenues par la CCI Essonne	18
9.2. PRECISIONS OU JUSTIFICATIONS DEMANDES AUX CANDIDATS	19
9.3. NEGOCIATION	20
9.4. MISE AU POINT DU MARCHE.....	21
9.5. ATTRIBUTION DU MARCHE	21
ARTICLE 10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	22
10.1. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	22
10.2. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	22
10.3. RAPPEL DES REGLES RELATIVES A LA CONCURRENCE.....	22
ARTICLE 11. INTRODUCTION DES RECOURS	23

Entité passant le marché
<p>CCI Essonne 2, cours Monseigneur Roméro – CS 50135 91004 EVRY-COURCOURONNES Cedex</p>

Objet de la consultation
<p>« Rénovation de la CCI Essonne »</p> <p>CCIE-24-011 A 24-019</p>

Remise des offres (date et heure limites)
<p>Date limite de réception des plis : Vendredi 17 Janvier 2025</p> <p>Heure limite de réception des plis : 14h00</p>

ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ACHETEUR PUBLIC

**CCI Essonne
2, cours Monseigneur Roméro
CS-50135
91004 EVRY-COURCOURONNES Cedex
France**

1.2. ADRESSE AUPRES DE LAQUELLE DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES PEUVENT ETRE OBTENUES

Pour obtenir tous les renseignements qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres, une demande expresse sur la plateforme de dématérialisation suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Une réponse écrite sera alors adressée en temps utile à tous les candidats (préalablement identifiés) ayant retiré le dossier de consultation et sera ajoutée au dossier de consultation. Si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de répondre au plus tard trois (3) jours calendaires avant la date limite de remise des plis, le délai de réception des offres sera prolongé de façon proportionnée à l'importance des informations demandées.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il ne sera répondu à aucune question orale ou envoyée par mail.

1.3. ADRESSE A LAQUELLE LES PLIS DOIVENT ETRE ENVOYES

www.marches-publics.gouv.fr

1.4. TYPE D'ACHETEUR PUBLIC

Etablissement public à caractère administratif.

ARTICLE 2. PROCEDURE DE PASSATION

La présente consultation est passée sous la forme d'un marché à procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article L2123-1 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3. OBJET ET FORME DU MARCHE

3.1. OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet la rénovation de la CCI Essonne :

- La verrière ;
- Le plateau du 4^{ème} étage ;
- L'espace ficus du 2^{ème} étage ;
- Le rez-de-chaussée.

Le bâtiment concerné est situé au 2 Cours Monseigneur Roméro à Evry-Courcouronnes (91000).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour chacun des lots.

3.2. FORME DU MARCHÉ

Le présent marché sera conclu, sous la forme de prix forfaitaires selon les définitions mentionnées à l'article R2112-6 du code de la commande publique et sur la base des indications figurant dans les pièces financières de l'offre.

Le budget estimatif de l'ensemble des 9 lots est de : 3 600 975,82 € HT.

ARTICLE 4. MODALITES DE LA CONSULTATION

4.1. DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

L'ensemble des travaux tous corps d'état confondus est divisé en 9 lots décomposé comme suit :

N° Lot	Désignation des lots
1	Gros œuvre
2	Charpente métallique, Couverture, Verrière et Menuiseries extérieures
3	Charpente bois
4	Plancher technique
5	Serrurerie
6	Plâtrerie, Faux-plafonds et Menuiseries intérieures
7	Peinture et revêtements de sols
8	Electricité
9	CVC-P - Chauffage, Ventilation, Climatisation et Plomberie

Le nombre de lots pour lesquels les candidats peuvent présenter une offre n'est pas limité.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranche.

Le marché est mono-attributaire.

4.2. TRAVAUX SIMILAIRES

La CCI Essonne se réserve la possibilité d'attribuer des marchés de travaux similaires dans le cadre d'un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

La durée pendant laquelle ces marchés publics peuvent être attribués ne peut excéder trois (3) ans à compter de la notification du marché public initial.

4.3. NOMENCLATURE

Nomenclature Codes principaux	Descriptif
45000000 45110000 45453100 45454000	Travaux de construction Travaux de démolition et de terrassement Travaux de réhabilitation Travaux de restructuration

N° Lot	Désignation des lots	Code CPV
1	Gros œuvre	45223220
2	Charpente métallique, Couverture, Verrière et Menuiseries extérieures	45223210 45261000 45261420 45343000
3	Charpente bois	45261100
4	Plancher technique	45432121
5	Serrurerie	45223100
6	Plâtrerie, Faux-plafonds et Menuiseries intérieures	45410000 45421146 45421000
7	Peinture et revêtements de sols	45442100 45432111
8	Electricité	45310000
9	CVC-P - Chauffage, Ventilation, Climatisation et Plomberie	45331000 45330000

4.4. VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES A L'INITIATIVE DES CANDIDATS

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes par rapport aux spécifications définies dans le cahier des charges. De même, aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est admise.

4.5. VISITE SUR SITE

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Pour la visite, les candidats prendront rendez-vous avec Monsieur Erwann GUELLAEN au 06 30 54 97 02, ou à l'adresse mail suivante : e.guellaen@essonne.cci.fr. Les visites auront lieu au 2, cours Monseigneur Roméro - 91000 EVRY-COUROURONNES aux dates et heures suivantes :

DECEMBRE		JANVIER
10/12/2024 De 10h00 à 12h00	19/12/2024 De 10h00 à 12h00	07/01/2025 De 10h00 à 12h00
10/12/2024 De 14h00 à 16h00	19/12/2024 De 14h00 à 16h00	07/01/2025 De 14h00 à 16h00

Le candidat devra transmettre dans son offre l'attestation de visite du site signé par ses soins et par la CCI Essonne. Tout offre ne contenant pas l'attestation de visite, que la visite se soit tenue ou non, sera automatiquement classée irrégulière et donc rejetée.

Lors de la visite, menée individuellement, aucune information ne pourra être communiquée aux candidats.

Si des questions sont formulées par les candidats ceux-ci devront les adresser par écrit conformément aux dispositions stipulées à l'article 1.2 du présent document.

ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

5.1. DUREE DU MARCHE

La durée du marché débute à compter de la notification du marché au titulaire jusqu'à l'expiration du dernier délai de Garantie de Parfait Achèvement (GPA).

5.2. DELAIS D'EXECUTION

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est fixée jusqu'au 22 janvier 2026 pour l'ensemble des lots précités (9 lots).

Ce délai tient compte d'un calendrier prévisionnel d'exécution établi par l'OPC et précisant les dates d'intervention relatives à chaque lot. Ledit calendrier figure dans les documents particuliers du marché.

La durée intègre les aléas de chantier et également la réception, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

Le planning prévisionnel indiqué en annexe n'est transmis qu'à titre purement indicatif.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai global d'exécution du marché de l'ensemble des travaux tous corps d'état confondus selon le calendrier détaillé d'exécution élaboré par l'OPC et conformément à l'article 5.3 du présent document intitulé « Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution ».

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 3 du CCAG Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée ci-dessous.

Les intensités limites qui ouvrent droit aux intempéries, durant les heures de chantier sont les suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
GEL	-2°C à 8 heures sous abri	2 jours consécutifs
NEIGE	+10 cm d'épaisseur	3 jours consécutifs
PLUIE	20 mm d'eau sur une surface d'un mètre carré	1 jour
VENT	Rafale de vent > 70 km/heure	Mesurée pendant les heures légales de travail pour chaque h-tranche 8h – 13h et 13h – 18h
BROUILLARD	Avec visibilité du grutier inférieur à 20m	1 jour

La station météo de référence, en cas d'intempéries entraînant des prolongations de délais, est celle de la commune d'ÉVRY-COURCOURONNES.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché et inclus dans la durée globale prévue à l'article 5.1 et 5.2 ci-dessus, est fixé à 20 jours.

5.3. CALENDRIER PREVISIONNEL ET DETAILLE D'EXECUTION

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution établi par l'OPC et annexé au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'OPC, validé par la maîtrise d'œuvre, puis transmis et notifié à chacune des entreprises titulaires des lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Ce calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard). Afin d'élaborer ce calendrier, les entreprises transmettrons dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage, l'ordonnancement des tâches et les délais associés.

Le titulaire devra indiquer dans ce calendrier, les prérequis nécessaires au démarrage de ses tâches.

Le calendrier présenté par le titulaire détaillera précisément les études, les éléments de synthèses, les tâches travaux, les délais d'approvisionnement des matériaux de mise en service et d'essais.

Au cours du chantier et avec consultation du titulaire concerné, la maîtrise d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé au CCAP. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service aux titulaires.

5.4. PROLONGATION DES DELAIS

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG Travaux.

ARTICLE 6. ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Le projet répond à des exigences environnementales ambitieuses fixées par le maître d'ouvrage, et, conformément à l'arrêté du 10 avril 2017 relatif "aux constructions à énergie positive et haute performance environnementale sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat et des collectivités territoriales" le projet devra respecter les exigences réglementaires suivantes :

- Le respect du Décret Eco-Energie Tertiaire soit une réduction des consommations énergétiques du site de 40% en 2030, 50% en 2040, 60% en 2050 ;
- La maîtrise des coûts d'exploitation et de maintenance dans un contexte d'augmentation du prix de l'énergie.

ARTICLE 7. MODALITES DE REPONSE

7.1. GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Le marché sera conclu, selon l'offre qui sera retenue :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises en groupement.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les membres du groupement remettront un acte d'engagement unique qui indiquera la forme du groupement et sa nature juridique (conjoint ou solidaire), qui identifiera le mandataire du groupement interlocuteur de la CCI Essonne et qui définira la répartition des prestations entre les membres. Ils joindront l'acte constitutif du groupement et la convention de mandat établis entre eux. Tous les noms des doivent figurer à l'Acte d'Engagement.

Conformément aux dispositions de l'article R2142-22 du code de la commande publique, aucune forme juridique déterminée n'est exigée aux groupements d'opérateurs économiques pour la présentation de leur candidature et de leur offre.

Forme juridique imposée aux groupements d'opérateurs économiques après attribution du marché : Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement devra se déclarer solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du groupement.

La solidarité du mandataire apparaît indispensable pour assurer la continuité des prestations tout au long de l'opération eu égard notamment à sa durée, en cas de défaillance de l'un des membres du groupement.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la remise des candidatures et la signature du marché sous réserve des articles L2141-13 et R2142-26 du code de la commande publique.

En application de l'article R2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter pour le marché, une offre en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

7.2. SOUS-TRAITANCE

Si le candidat envisage de sous-traiter, pour partie, l'exécution des prestations objets de la présente consultation, il doit faire une déclaration de sous-traitance lors de la remise de son offre et remettre pour chaque sous-traitant déclaré :

- L'imprimé DC4 (possibilité d'en faire la demande sur la plateforme de dématérialisation indiquée en page 5 du présent règlement de consultation) ;
- Les pièces exigées du soumissionnaire au titre de la candidature (article 8.4.1 du présent règlement de consultation).

ARTICLE 8. AUTRES RENSEIGNEMENTS

8.1. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- Le présent règlement de la consultation ;
- L'imprimé DC1 ;
- L'imprimé DC2 ;
- L'Acte d'engagement (imprimé ATTRI1) ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) pour chacun des lots ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour chacun des lots ;
- Les plans architecturaux et techniques ;
- Le calendrier prévisionnel et la note d'hypothèse ;
- Les notices accessibilité, sécurité et matérialité ;
- La notice d'organisation de chantier ;
- Les relevés géomètre ;
- Les rapports de repérage avant travaux ;
- La demande préalable et l'autorisation de travaux ;
- L'étude acoustique ;
- L'étude thermique ;
- Le plan général de coordination ;
- Le rapport initial de contrôle technique ;
- Le cahier des charges fonctionnel SSI.

La liste des pièces est détaillée dans le document « DCM-010-2024-CCI Essonne-Liste des pièces DCE indA.pdf » joint au dossier de consultation.

Il est précisé que l'utilisation des imprimés joints (ATTRI1, DC1, DC2) au dossier de consultation est obligatoire.

8.2. MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Conformément à l'article R2132-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Il est vivement recommandé aux candidats de s'identifier sur la plateforme avant le téléchargement du dossier de consultation des entreprises et de communiquer une adresse mail à laquelle sera envoyé les modifications et précisions éventuelles apportées aux documents de la consultation.

En l'absence d'identification préalable, les candidats ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation et en assumeront l'entière responsabilité dans l'élaboration de leur offre.

8.3. CONDITION DE REMISE DES PLIS

La CCI Essonne informe l'ensemble des candidats que leur pli devra obligatoirement être déposé sur la plateforme de dématérialisation suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Les modalités de dépôt y sont précisément indiquées. Dans cette hypothèse, le soumissionnaire se conformera aux dispositions réglementaires en vigueur et notamment aux termes des arrêtés des 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics et l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique et abrogeant l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les soumissionnaires auront la possibilité de déposer une copie de sauvegarde à l'adresse suivante :

CCI ESSONNE
Service Juridique et Achats Publics
2 Cours Monseigneur Roméro – CS 50135
91004 EVRY-COURCOURONNES Cedex

Cette copie devra mentionner très clairement « COPIE DE SAUVEGARDE » avec l'intitulé du marché. Elle devra parvenir dans le délai fixé pour la date limite de remise des offres. Elle pourra être transmise sur support papier ou sur support physique électronique.

Elle ne pourra être ouverte que dans les cas mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde. Si le pli n'était pas ouvert, il serait détruit à l'issue de la procédure.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Mention à indiquer sur l'enveloppe d'expédition :

« Procédure adaptée – CCIE-24-011 A 24-019 – Rénovation de la CCI Essonne - COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR »

Important : les candidats n'ont pas l'obligation de signer leur acte d'engagement au stade de la remise des offres, celle-ci est facultative. Seul l'acte d'engagement de l'attributaire est signé au terme de la procédure de passation.

Toutefois, si le candidat souhaite signer électroniquement son offre lors du dépôt de celle-ci, la CCI Essonne rappelle que les candidats doivent prévoir, au moins une quinzaine de jours avant la date limite de remise des offres, pour se procurer un certificat électronique.

Sont autorisés tous les certificats RGS** conformes à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans les marchés publics ou garantissant un niveau équivalent de sécurité.

Chaque document à signer doit être signé de façon unitaire. Un fichier zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément. Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

8.4. CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.4.1. Documents constitutifs de la candidature

- **Le formulaire DC1**, lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses co-traitants, (en cas de groupement, ce document devra être dûment complété et signé par chacun des membres et présenté par le mandataire habilité à les représenter). (Imprimé DC1 joint au dossier de consultation des entreprises) ;

- **Déclaration sur l'honneur** attestant que l'opérateur économique (ou chaque membre du groupement) conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique :
 - n'est frappé d'aucune interdiction de soumissionner en application des articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique ;
 - qu'il respecte l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail ;
- **Le formulaire DC2**, déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (Imprimé DC2 joint au dossier de consultation des entreprises) et notamment :

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- **La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et la part du chiffre d'affaires** concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

Les renseignements concernant les capacités professionnelles de l'entreprise :

- **La présentation d'une liste des principaux travaux d'importance équivalente** en rapport avec l'objet des travaux, effectués au cours des cinq dernières années, indiquant la nature des travaux, le montant, la date et le destinataire public ou privé, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants si possible ;

Les renseignements concernant les capacités techniques de l'entreprise :

- **La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement**, pour chacune des trois dernières années ;
- **La déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;

Les certificats de qualifications et/ou de qualité :

- **Les certificats de qualifications et/ou de qualité** dont le candidat dispose. Les entreprises étrangères pourront quant à elle fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.
En cas d'absence de qualifications, la preuve ou la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen équivalent, notamment par des attestations de références de travaux équivalents de moins de 5 ans, attestant des capacités et compétences de l'entreprise à réaliser les prestations pour lesquelles elles candidatent ou par des certificats d'identités professionnels similaires ;

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- **L'attestation de visite du site** ;
- **La copie du ou des jugements prononcés**, si l'entreprise est en redressement judiciaire ;
- Tout document que le candidat juge utile afin de justifier de ses capacités professionnelles et financières.

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un **document unique de marché européen** rédigé en langue française et établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission Européenne en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R2143-3 dudit code. Les candidats pourront utiliser, s'ils le souhaitent, le service mis en place par l'Etat à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de candidature présentée par un groupement momentané d'entreprises, chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis, à l'exception de la « lettre de candidature » (formulaire DC1) qui devra être produite en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement.

Toutefois, en cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Si le candidat souhaite que les capacités de son (ses) sous-traitant(s) soient prises en compte lors de l'examen de sa candidature, il doit :

- Justifier :
 - que le(s) sous-traitant(s) possèdent(nt) bien lesdites capacités ;
 - qu'il dispose réellement dudit (desdits) sous-traitant(s) ;
- Remettre le formulaire DC4 dûment complété ;
- Remettre l'ensemble des pièces exigées du candidat (DC2, déclaration sur l'honneur et autres pièces demandées ci-dessus).

Toute candidature (DC1, DC2, attestation sur l'honneur) incomplète devra être régularisée dans le délai de 5 jours à compter de la demande de la CCI Essonne (faite par courrier électronique). Si une telle régularisation devait être demandée à une ou plusieurs entreprises, la CCI Essonne informera l'ensemble des autres candidats, de leur possibilité de compléter leur candidature, s'ils le souhaitent, dans le même délai.

LA CANDIDATURE NE POURRA FAIRE L'OBJET D'UNE REGULARISATION SI LORS DE L'OUVERTURE DES OFFRES, LA CCI ESSONNE CONSTATE L'ABSENCE D'UN ELEMENT DEVANT ETRE ANALYSE DANS L'OFFRE ET NE POUVANT ETRE REGULARISE OU ENCORE EN CAS D'ABSENCE TOTALE DE CANDIDATURE.

8.4.2. Documents constitutifs de l'offre

Le dossier constituant l'offre comprend impérativement les documents suivants :

- **L'Acte d'engagement (imprimé ATTRI1)** dûment complétée pour lequel le candidat soumissionne. Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés à l'accord ;
- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** du ou des lot(s) concernés ;
- **Le mémoire technique** du soumissionnaire comprenant les éléments suivants :
 - **Analyse des contraintes :**
 - Intervention en milieu occupé ;
 - Moyens d'accès ;

- Etc.
- **Méthodologie d'exécution des travaux** : Le candidat devra décrire les méthodes de travail mises en place, pour assurer la réalisation de travaux de qualité. Et plus particulièrement, lors des périodes suivantes :
 - Préparation en atelier ;
 - Exécution des travaux ;
 - Intervention des autres corps d'état ;
 - Reprises en cas de dégradation ;
 - Capacité interne et/ou sous-traitance :
 - Liste des tâches réalisées en interne et des prestations confiées aux sous-traitants ;
 - Présentation des compétences des bureaux d'études réalisant les détails.
- **Planning** :
 - Organisation mise en place par la société, pour s'adapter au planning de l'opération et aux décalages potentiels de celle-ci ;
 - Flexibilité dans les plages horaires (soirées, samedis, périodes estivales) ;
 - Capacité d'adaptation rapide en cas de décalage (augmentation des ressources humaines, techniques et matériels) ;
 - Présentation d'un planning en cohérence avec celui fourni dans les pièces du marché et permettant d'apprécier les interfaces avec les autres lots.
- **Moyens humains** : Description des moyens humains mis en place par la société (ou groupement) pour répondre aux exigences calendaires et techniques de l'opération. La réponse de l'entreprise devra être mise en cohérence avec le planning de l'opération.
 - Ouvriers :
 - Effectif dédié par phase de travaux ;
 - Niveau de qualifications (certifications, habilitations) ;
 - Expériences et ancienneté.
 - Encadrement :
 - Effectif dédié à cette tâche ;
 - Niveau de qualifications (certifications, habilitations) ;
 - Expériences et ancienneté.
 - Bureau d'études :
 - Effectif dédié à cette tâche ;
 - Niveau de qualifications (certifications, habilitations) ;
 - Expériences et ancienneté.
- **L'organisation pour assurer le suivi des livraisons et la gestion des stocks** :
 - Organisation et procédures pour assurer la livraison à temps des matériaux ;
 - Gestion du stock sur site pour éviter les ruptures d'approvisionnement.
- **Le mémoire environnemental** du soumissionnaire comprenant **les moyens prévus pour la réduction des nuisances en phase travaux** :
 - **Bruit** :
 - Usage d'outils silencieux et installation d'écrans acoustiques ;
 - Planification des activités bruyantes dans les créneaux autorisés.
 - **Poussières** :
 - Mise en place de dispositifs d'aspiration des poussières ;
 - Humidification des surfaces pour limiter leur propagation.
 - **Gestion des déchets** :
 - Organisation du tri sélectif sur le chantier ;
 - Solutions pour favoriser le recyclage et la réutilisation des matériaux ;

- Traçabilité des déchets via des bordereaux.

8.5. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

Les soumissionnaires se doivent de signaler à la CCI Essonne toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre plusieurs documents constituant le dossier de consultation remis aux candidats admis à présenter une offre.

8.5.1. Date limite de réception des offres

Les dates et heure limites de réception des plis sont celles indiquées en page 4 du présent document, qui valent également pour la transmission des « copies de sauvegarde ». L'attention des candidats est attirée sur le fait que les plis non parvenus aux date et heure limites susvisées ne seront pas pris en compte.

Par ailleurs, les candidats doivent déposer leur offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un candidat, seule sera ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres (art. R2151-6 du code de la commande publique).

8.5.2. Langue utilisée

Les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros.

8.5.3. Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Le délai de validité des offres est de 180 jours, à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

En cas de négociation, le délai de validité court à compter de la date de remise des offres finales.

ARTICLE 9. PROCEDURE

9.1. CRITERES D'ATTRIBUTION

9.1.1. Critères de jugement des candidatures

- Capacités financières du candidat ;
- Capacités professionnelles du candidat :
 - Les principaux travaux d'importance équivalente ;
- Capacités techniques du candidat :
 - Les moyens généraux humains ;
 - Les moyens matériels et techniques ;
- Certificats de qualifications et/ou de qualité.

À l'issue de l'examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur éliminera :

- Les candidats en redressement judiciaire dont la période d'observation est inférieure à la durée d'exécution du marché ;
- Les candidats en redressement judiciaire dont le plan de redressement (plan de continuation) est inférieur à la durée d'exécution du marché ;
- Les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article R2143-3 du Code de la commande publique ;
- Les candidatures qui, après vérification, ne présentent pas de capacités suffisantes ;
- Les entreprises qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ou ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet

- d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur conformément à l'article L2141-7 du code de la commande publique ;
- Les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence.

9.1.2. Critères de jugement des offres

L'examen des offres et l'attribution du marché seront effectués selon les modalités définies aux articles R. 2152-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le représentant du Pouvoir adjudicateur effectue une analyse de l'ensemble des offres des candidats sélectionnés.

Après élimination des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées, conformément aux articles R2152-3, R2152-5 et R2153-3 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur procède à un classement des offres restantes sur la base des critères mentionnés ci-dessous pour le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

Toutefois, conformément aux dispositions des articles R2152-1 et R2152-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai identique, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que leur offre doit contenir leur meilleure proposition technique et financière.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères suivants pour chacun des lots :

Critères	Pondération des critères
Critère 1 – Prix des prestations apprécié au regard du montant total de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) en € HT.	50 %
Critère 2 – Valeur technique et environnementale	30 %
<p>2.1 – Analyse des contraintes (intervention en milieu occupé, moyens d'accès, etc) ;</p> <p>2.2 – Méthodologie d'exécution des travaux : L'entreprise devra décrire les méthodes de travail mises en place, pour assurer la réalisation de travaux de qualité. Et plus particulièrement, lors des périodes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Préparation en atelier ; ▪ Exécution des travaux ; ▪ Intervention des autres corps d'état (Protection des ouvrages...) ; ▪ Reprises des prestations en cas de dégradation. <p>Démontrer sa capacité à réaliser les travaux et les études en interne ou en faisant appel à des sous-traitants (identification des prestations sous-traitées, origine du bureau d'études réalisant les détails...etc.) ;</p> <p>2.3 – Valeur environnementale : Moyens prévus pour la réduction des nuisances en phase travaux (bruit, poussières, gestion des déchets, etc...).</p>	<p>10 %</p> <p>10 %</p> <p>10 %</p>

Critère 3 – Planning	20 %
<p>3.1 – Organisation pour s’adapter au planning de l’opération et répondre rapidement aux nouvelles demandes :</p> <p>Organisation mise en place par la société, pour s’adapter au planning de l’opération et aux décalages potentiels de celle-ci.</p> <p>(Flexibilité et mobilisation de moyen humain, capacité technique, capacité à augmenter les plages horaires de travail journalier, capacité à travailler le samedi au besoin, capacité à travailler sur la période estivale etc...) et pour répondre rapidement aux nouvelles demandes de l’équipe de maîtrise d’œuvre (moyen humains, technique et matériel).</p> <p>L’entreprise devra présenter un planning en cohérence avec celui fournit dans les pièces du marché et permettant d’apprécier les interfaces avec les autres lots.</p> <p>3.2 – Description des moyens humains pour répondre aux exigences calendaires, techniques et des études :</p> <p>Description des moyens humains mis en place par la société (ou groupement) pour répondre aux exigences calendaires et techniques de l’opération. La réponse de l’entreprise devra être mise en cohérence avec le planning de l’opération.</p> <p>De plus, celle-ci devra faire apparaitre :</p> <p>Pour les ouvriers :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le nombre de personnes affectées à ces travaux ; ▪ Le niveau de qualifications de celles-ci ; ▪ Leurs expériences et anciennetés au sein de l'entreprise. <p>Pour l’encadrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le nombre de personnes affectées à cette tâche ; ▪ Le niveau de qualifications de celles-ci ; ▪ Leurs expériences et anciennetés au sein de l'entreprise. <p>Pour le bureau d’études :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le nombre de personnes affectées à cette tâche ; ▪ Le niveau de qualifications de celles-ci ; ▪ Leurs expériences et anciennetés au sein de l'entreprise. <p>3.3 – Organisation pour assurer le suivi des livraisons et la gestion de son stock :</p> <p>Organisation mise en place par la société (ou groupement), pour assurer le suivi des livraisons et la gestion de son stock.</p>	<p>10 %</p> <p>5 %</p> <p>5 %</p>

9.1.3. Méthode de jugement des propositions retenues par la CCI Essonne

Pour chacun des lots :

Sur le critère du prix (critère 1) pour 50 %

Les propositions financières seront jugées les unes par rapport aux autres sur le montant total en € HT de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

L'ensemble des propositions financières sera additionné par la CCI Essonne afin d'en déterminer la moyenne. Seront exclus de cette moyenne (valeur de référence dans l'analyse) les prix considérés comme étant anormalement bas. Les propositions financières seront jugées par référence à la moyenne ainsi définie par la CCI Essonne.

Les propositions correspondant à ladite moyenne obtiendront une note de 10/20 pondérée ensuite selon les indications ci-dessus (soit, dans notre cas d'espèce, **à 50 %**).

Les propositions se trouvant au-dessus ou au-dessous de la valeur de référence verront cette note (de 10) baisser ou augmenter en fonction de l'écart en pourcentage entre la moyenne et leur offre, et ce proportionnellement à cet écart.

Sur le critère de la valeur technique et environnementale (critère 2) pour 30 %

Pour chaque sous-critère, une note sur 20 sera attribuée. La note de 0 n'est pas éliminatoire.

Les sous-critères seront ainsi notés sur 20, puis pondérés par leur pourcentage de pondération (10 % par sous-critère).

Enfin, les notes pondérées seront additionnées pour obtenir une note globale de la valeur technique et environnementale.

Sur le critère planning (critère 3) pour 20 %

Pour chaque sous-critère, une note sur 20 sera attribuée. La note de 0 n'est pas éliminatoire.

Les sous-critères seront ainsi notés sur 20, puis pondérés par leur pourcentage de pondération (10 % pour le sous-critère 3.1, 5 % pour le sous-critère 3.2 et 5 % pour le sous-critère 3.3).

Enfin, les notes pondérées seront additionnées pour obtenir une note globale du critère planning.

Exemple (sur la base des pondérations prévues pour le présent marché)

Proposition ayant obtenue les notes suivantes :

Critère 1 - Prix (pour 50 %) : 17/20

Critère 2 - Valeur technique et environnementale (pour 30 %) :

- Sous-critère 2.1 : 16/20 (pour 10 %)
- Sous-critère 2.2 : 20/20 (pour 10 %)
- Sous-critère 2.3 : 12/20 (pour 10 %)

Critère 3 - Planning (pour 20 %) :

- Sous-critère 3.1 : 16/20 (pour 10 %)
- Sous-critère 3.2 : 14/20 (pour 5 %)
- Sous-critère 3.3 : 12/20 (pour 5 %)

$$(17 \times 0,5) + [(16 \times 0,1) + (20 \times 0,1) + (12 \times 0,1)] + [(16 \times 0,1) + (14 \times 0,05) + (12 \times 0,05)] = 8,5 + [1,6 + 2 + 1,2] + [1,6 + 0,7 + 0,6] = 8,5 + 4,8 + 2,9 = \underline{16,2/20}$$

9.2. PRECISIONS OU JUSTIFICATIONS DEMANDES AUX CANDIDATS

Des précisions pourront être demandées à l'ensemble des candidats dont l'offre ne paraît pas suffisamment claire.

L'attention des candidats est également attirée sur le fait que, conformément aux articles L. 2152-6 et R.2152-3 du Code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées. Conformément à

l'article R.2152-4 du code susvisé, si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, l'offre pourra être rejetée.
Ces demandes ne pourront aboutir ni à une négociation ni à une modification de l'offre.

9.3. NEGOCIATION

Il est précisé qu'une négociation pourra s'effectuer, le cas échéant, avec le ou les soumissionnaire(s) ayant remis les offres économiquement les plus avantageuses suite au premier classement établi par application des critères précités.

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à une négociation au maximum avec les trois candidats les mieux classés. Si le nombre d'offres conformes et classées est inférieur à trois, la négociation pourra quand même être engagée.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, conformément à l'article R2123-5 du Code de la commande publique.

La négociation est engagée librement avec les candidats sélectionnés. La négociation est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix, sans pouvoir modifier de manière substantielle les conditions initiales du marché public. Les offres finales seront analysées selon les critères de jugement initiaux fixés dans le présent règlement de la consultation et un classement final sera établi.

Les candidats sont informés que la négociation peut être menée sous forme d'entretiens ou via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

En cas de négociation menée sous forme d'entretiens avec les candidats : les candidats seront informés des modalités pratiques de la négociation (date, heure, lieu de la réunion, visioconférence, etc.) par écrit via la plateforme susvisée. Les dates et heures limites de remise des nouvelles offres suite à négociation seront confirmées par écrit du pouvoir adjudicateur via la plateforme. A l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale dans les délais impartis sur ce même support. Cette date de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats admis à la négociation.

En cas de négociation menée via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr> : la négociation sera menée par le pouvoir adjudicateur, par échanges électroniques via la plateforme. Les dates et heures limites de remise des nouvelles offres suite à négociation seront indiquées par écrit du pouvoir adjudicateur via la plateforme. Les candidats devront renvoyer leur offre dans les délais impartis sur ce même support. Cette date de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats admis à la négociation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander, durant la négociation si elle a lieu, aux candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable (au sens de l'article R2152-1 du code de la commande publique) de régulariser leur offre, à la condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Il est précisé que la phase de négociation ne sera pas engagée avec les candidats ayant proposé une offre inappropriée.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que l'offre finale devra impérativement être remise sous format électronique via la plateforme. Aucune offre finale ne pourra être transmise par mail sous peine d'irrégularité de l'offre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la faculté de réaliser plusieurs tours de négociation. Dans ce cas, il informera les soumissionnaires via la plateforme susvisée.

Si le candidat souhaite maintenir son offre initiale, il devra informer le pouvoir adjudicateur de sa décision via la plateforme.

S'il est constaté :

- L'absence de réponse de la part du candidat ;
- L'absence de remise d'une nouvelle offre de la part du candidat dans les délais impartis ;

- La remise d'une nouvelle offre hors délai de la part du candidat ;
le Pouvoir Adjudicateur maintiendra l'offre initiale remise par le candidat, ou si plusieurs tours de négociation ont eu lieu, la dernière offre remise dans les délais impartis par le candidat.

9.4. MISE AU POINT DU MARCHÉ

Le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché sans que les modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles.

9.5. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à **8 jours calendaires** ;

- **Une des pièces** prévues à l'article D8222-5 2° du code du travail ;
- **Les documents justifiant l'absence d'exclusion** au titre des articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique, précités, dont :

Les certificats fiscaux et sociaux du titulaire datant de moins de 6 mois ou le cas échéant, une attestation sur l'honneur du soumissionnaire attestant que celui-ci n'est pas assujetti aux obligations fiscales et sociales :

- **Une attestation de vigilance** délivrée en ligne sur le site de l'Urssaf,
- **Une attestation fiscale** justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) et qui peut être obtenue :
 - en ligne via son compte fiscal pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (IS) et assujetties à la TVA ;
 - auprès du service des impôts via le formulaire n°3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, micro-entrepreneur par exemple) ;
- **Une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail ou une déclaration sur l'honneur du non-emploi de travailleurs étrangers** (application de l'article D8254-2 du code du travail) ;
- **Un relevé d'identité bancaire ou postal.**

Ainsi que les documents suivants :

- **L'Acte d'engagement (imprimé ATTRI1)** dûment complétés, datés et signés ;
- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** du ou des lot(s) concernés dûment complétée(s), datée(s) et signée(s) ;
- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**, commun à tous les lots, dûment complété, daté et signé ;
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** du ou des lots concernés, dûment complété, daté et signé ;
- **Le pouvoir** habilitant le signataire du marché à engager la société, le cas échéant.

L'absence de transmission desdits documents, dans le délai sus indiqué entraînera le rejet de l'offre. La même demande sera effectuée auprès du soumissionnaire placé en seconde position et ainsi de suite jusqu'à obtention desdits documents.

Enfin, en application de l'article 23 du CCAP « Assurances », chaque titulaire devra, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat, remettre au pouvoir adjudicateur les attestations d'assurance suivantes :

- **une assurance au titre de la responsabilité civile professionnelle** découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant le maître d'ouvrage et les tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations ;
- **une assurance au titre de la garantie décennale obligatoire** visée à l'article L. 241-1 du code des assurances et couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil. Le titulaire doit justifier qu'il satisfait à cette obligation, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux dispositions des articles A.243-2 et suivants du code des assurances. L'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le titulaire intervient et pour les activités objets de son marché.

ARTICLE 10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats n'ont pas à produire leurs conditions générales de ventes, celles-ci n'auront pas de valeur contractuelle. Seules les conditions définies dans le marché s'appliqueront.

10.1. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique contractante se réserve le droit d'apporter, au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ce délai sera décompté à compter de l'envoi desdites modifications aux candidats. Si, pendant l'étude du dossier par lesdits candidats, la date fixée pour la remise est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

En fonction de la nature de ces modifications, la date limite de réception des offres pourra être repoussée. Le Pouvoir Adjudicateur en informera tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation, dans le respect du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, jusqu'à la date et l'heure limites de dépôt des offres. Le Pouvoir adjudicateur prendra alors en compte la dernière offre qui aura été déposée.

10.2. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

La loi française est seule applicable au présent marché en cas de litige, les tribunaux français sont seuls compétents.

10.3. RAPPEL DES REGLES RELATIVES A LA CONCURRENCE

La CCI Essonne rappelle aux sociétés qui soumissionnent que le code de commerce sanctionne les pratiques anticoncurrentielles dans ses articles L420-1 et suivants.

ARTICLE 11. INTRODUCTION DES RECOURS

En cas de litige, le Tribunal Administratif de Versailles est seul compétent.

Tribunal administratif de Versailles
56 avenue de Saint Cloud
78011 Versailles

mail : greffe.taversailles@juradm.fr

Tél. (+33) 1 39 20 54 00

Fax (+33) 1 39 20 54 87

URL : <http://versailles.tribunal-administratif.fr>

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R. 551-1 du Code de justice administrative, pouvant être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du Code de justice administrative pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés (dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique) ;
- Recours contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA (dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou publication de la décision de rejet de l'organisme).